



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Modifications des statuts des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) SYMBO et SYBLE - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole s'intègre principalement dans le périmètre de compétences des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) du Lez et de l'Or bénéficiant du statut de syndicats mixtes, dénommés respectivement SYBLE et SYMBO.

A l'instar de l'ensemble des EPCI membres, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour l'exercice des compétences Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations telles que définies aux paragraphes 1, 2, 5 et 8 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographiques ;
- entretien et aménagements des cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau ;
- défense contre les inondations et contre la mer ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Dans le cadre d'une coopération avec les structures intercommunales partenaires et compétentes, un travail de mise à jour et d'évolution des statuts de ces deux syndicats a été mis en œuvre, dans le respect des lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du Grand Cycle de l'Eau adoptées le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole :

- gestion en régie des missions visées aux chapitres 1, 2, 5, 8 de l'article du Code de l'environnement susvisé ;
- maintien du transfert de la mission centrale de coordination et d'animation globale aux EPTB compétents et des compétences annexes exercées en matière d'animation des dispositifs Natura 2000, d'approvisionnement en eau, de lutte contre la pollution, de protection et de conservation des eaux superficielles.

Afin de mener à bien ce projet dans un cadre juridique et institutionnel sécurisé, les compétences de la Métropole ont été étendues et rationalisées par délibération du 19 juillet 2018. La procédure de consultation des communes membres, initiée après son adoption, a abouti à la modification officielle de nos statuts par arrêté préfectoral du 3 décembre 2018.

Le Département de l'Hérault, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole sont membres des deux EPTB.

La Communauté d'Agglomération Sète Agglopol Méditerranée et la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault sont membres du SYBLE et la Communauté de Communes du Pays de Lunel adhère au SYMBO.

A l'issue d'une concertation intégrant l'ensemble des membres présents, associant les services préfectoraux et bénéficiant de l'assistance d'un cabinet d'avocat spécialisé, un accord a été trouvé concernant la mise à jour et l'évolution des projets de statuts des deux structures annexés à la présente délibération.

Les statuts reprennent les compétences exercées précédemment et les précisent par référence à l'article L211-7 du Code de l'environnement :

- l'animation et la concertation relative à la prévention des inondations, à la gestion et à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 12° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- l'animation des sites Natura 2000 de l'étang de Mauguio (SYMBO) et ceux constitués sur les espaces Lez et Etangs Palavasiens (SYBLE) ;
- la gestion courante d'ouvrages hydrauliques des portes de Carnon et de la station de pompage de Tamariguières et de ses ouvrages associés (SYMBO) ;
- la lutte contre la pollution associée au bassin versant (item 6° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines (item 7° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement) ;
- la mise en place et l'exploitation des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (item 11° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement).

Les Syndicats assurent, au titre des items 6, 7, 11 précités, des compétences principalement en matière d'étude. Ces compétences n'ont pas vocation à se substituer aux missions et obligations dévolues aux autres personnes publiques au titre de leurs compétences dans les domaines du cycle de l'eau et de la protection de l'environnement.

Les Syndicats peuvent par ailleurs se voir confier par les EPCI-FP membres des délégations pour tout ou partie des missions relevant de leur compétence GEMAPI. Un projet de convention-cadre et des projets de conventions subséquentes sont soumis pour approbation au présent Conseil.

Ils sont aussi habilités à effectuer des interventions pour le compte de tiers par voie de convention, en application de la législation en vigueur, notamment concernant la commande publique.

Les modalités de gouvernance et de répartition des financements pour les compétences transférées sont maintenues, harmonisées, actualisées et sécurisées. Les financements pour les autres opérations, notamment celles relevant de délégations, sont par contre définis par des conventions spécifiques.

En application des statuts actuels du SYMBO, les modifications statutaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres. Concernant le SYBLE, elles sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant du syndicat et de l'ensemble des membres.

Les réunions des comités Syndicaux du SYMBO et du SYBLE qui statueront sur cette affaire sont respectivement prévues les 4 et 16 décembre prochain. Concernant ce dernier EPTB, l'ensemble des EPCI membres, à l'instar de la Métropole, ont prévu d'adopter cette modification au cours du mois de décembre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des modifications statutaires de l'EPTB SYMBO ;
- approuver les projets de statuts de l'EPTB SYBLE ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 26 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111334-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet statut SYBLE

- REVISION DES STATUTS SYMBO - VERSION APPROUVEE COMITE SYNDICAL 4 DEC 19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.